



Conseil économique et social

Distr. générale
23 avril 2012
Français
Original : anglais

Session de fond de 2012

New York, 2-27 juillet 2012

Point 2 c) de l'ordre du jour provisoire*

Débat de haut niveau : examen ministériel annuel

Déclaration présentée par les Missions salésiennes, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/2012/100.



Déclaration

Emploi des jeunes

Ces 20 dernières années, le taux de chômage des jeunes a toujours été trois fois plus élevé que celui des adultes. Dans certaines régions, il est même devenu cinq fois supérieur. L'Organisation internationale du Travail a mis en évidence cette triste réalité et nous a alertés sur le fait que cette situation risquait de créer une « génération perdue » et faisait peser une menace sur la cohésion sociale. Ce qui a été démontré en 2011 par l'éclosion, dans le monde entier, de mouvements politiques et sociaux dirigés par des jeunes. Bien que d'origines et d'intensités diverses, ces mouvements ont pour thèmes communs l'emploi, la liberté et la justice sociale.

Les jeunes des pays en développement ont été particulièrement touchés par la crise économique mondiale. Il leur est devenu de plus en plus difficile de trouver un travail décent dans le secteur structuré. Beaucoup d'entre eux sont contraints d'accepter un emploi qui n'est pas à la hauteur de leur niveau d'études et de formation. On a constaté que 75 millions de jeunes sont actuellement au chômage et que le double vit dans une extrême pauvreté. La crise actuelle met en péril le principe d'égalité des chances entre les diverses générations. Qui plus est, l'assombrissement de l'horizon économique et la diminution des perspectives d'emploi des jeunes, pourraient entraîner la stagnation si ce n'est le recul de l'économie.

Depuis plus d'un siècle et demi, les Missions salésiennes ont pour dessein de remédier aux problèmes qui touchent les jeunes, leur principale préoccupation étant de les préparer au monde du travail. Elles s'emploient à améliorer leurs chances de trouver un emploi en veillant à ce qu'ils suivent une formation professionnelle qui réponde aux besoins du marché du travail.

L'amélioration ou l'accroissement des initiatives visant à préparer la nouvelle force de travail concerne la communauté tout entière, notamment les familles, les établissements d'enseignement, les entreprises, l'industrie, les groupes de travail, les organismes publics, les organisations à but non lucratif et les jeunes eux-mêmes. Lorsque les collectivités s'engagent résolument, et dans un esprit de collaboration, à tirer parti de toutes les ressources disponibles, elles assurent aux jeunes l'acquisition des compétences dont ils ont besoin pour contribuer au bien-être économique et social des familles et de l'ensemble de la société dans laquelle ils vivent.

Les Salésiens ont montré la voie à suivre pour concrétiser cette collaboration, comme en attestent deux bonnes pratiques présentées ci-après. Don Bosco Tech est un réseau qui englobe, en Inde, 125 centres de formation professionnelle répartis sur 25 États, ce qui en fait la plus grande organisation non gouvernementale, à l'échelon national, spécialisée dans la formation professionnelle. Ses centres dispensent une formation professionnelle à court terme, liée à l'emploi et orientée vers le marché, à des jeunes marginalisés sur les plans aussi bien économique que social. Le programme de notre Mission 2020 a pour objectif de fournir, d'ici à 10 ans, une formation professionnelle et un emploi à deux millions de jeunes.

En Italie, les Salésiens ont établi, par le biais de leurs centres nationaux pour l'emploi, des partenariats avec les sociétés privés. Celles-ci – Fiat, Schneider, Siemens et Bosch, pour n'en citer que quelques-unes – ont toutes signé un accord

avec les centres, qui dispensent aujourd'hui à près de 25 000 jeunes une formation professionnelle, qui s'étend en général sur trois années, soit la durée de l'enseignement obligatoire. On pourrait former davantage de jeunes si les contraintes économiques ne mettaient pas un frein aux inscriptions.

Lorsque toutes les parties prenantes œuvrent dans un esprit de collaboration, les progrès accomplis sont considérables et les perspectives plus nombreuses. Nous encourageons tous ceux qui participent au Forum pour la coopération en matière de développement à travailler dans la concertation afin d'élargir les possibilités qui s'offrent aux jeunes.
